



Shared Prosperity Dignified Life



Événement parallèle à la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement

Mobiliser le financement pour le développement durable : Perspectives et défis des instruments de financement innovants

Lieu : Séville, Espagne ;

Date : lundi 30 juin 2025 - de 12 h 20 à 14 h 00, réunion en présentiel

Audience : Hauts fonctionnaires, experts, secteur privé, donateurs

A. Introduction

La Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) offre une occasion cruciale d'explorer des stratégies pour mobiliser les ressources financières indispensables à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le déficit de financement s'est considérablement creusé ces cinq dernières années, atteignant désormais environ 4 000 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale. Le lourd fardeau de la dette limite encore davantage la marge de manœuvre budgétaire, rendant difficile pour de nombreux pays l'allocation des ressources nécessaires au développement durable. Cette situation est aggravée non seulement par le déclin des financements concessionnels et de l'aide publique au développement (APD), mais aussi par des défis structurels, notamment une diversification économique limitée, des systèmes financiers sous-développés, la montée des inégalités, ainsi que les conflits et l'instabilité dans de nombreux pays en développement.

Instruments de financement innovants pour les ODD et l'action climatique

L'accent est de plus en plus mis sur les mécanismes de financement innovants qui mobilisent, gèrent ou distribuent des fonds au-delà de l'APD¹. Ces dernières années, un éventail d'options permettant de mobiliser des financements tout en respectant les principes du développement durable a émergé, notamment les obligations thématiques, les obligations liées à la durabilité, les conversions de créances liées au climat et aux ODD, et les solutions de financement mixte. Les gouvernements et les banques centrales peuvent favoriser l'adoption et le développement de ces solutions en promouvant la sensibilisation, en élaborant des normes et des réglementations, en mettant en œuvre des politiques budgétaires, monétaires et prudentielles incitatives et en exploitant de nouveaux marchés pour le financement du développement.²

Plusieurs pays ont déjà émis des obligations thématiques ou développent des obligations

¹ United Nations Economist Network. Policy Brief: Innovative Financing Mechanisms and Solutions. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/innovative_fincancing_14_march.pdf.

² Ibid.

liées au développement durable, dont les indicateurs clés de performance sont alignés sur les objectifs climatiques et les ODD. Cependant, la structuration et l'exécution de ces transactions financières restent complexes, en particulier pour les économies en développement.³ De même, des lacunes subsistent en matière de capacités dans l'élaboration de programmes de conversion de dette pour le financement de l'action climatique et des ODD. Une attention particulière est accordée à l'élaboration de boîtes à outils pouvant soutenir les efforts des pays en matière d'émission d'obligations thématiques et liées au développement durable, ainsi qu'à la structuration d'options de financement mixte et au développement de programmes de conversion de dette multisectoriels.

Les obligations thématiques, notamment les obligations vertes, sociales, durables et les obligations indexées sur la durabilité (SLB), sont devenues des instruments clés pour financer des activités vertes ou durables. Ces obligations à affectation de fonds sont structurées pour financer des projets dédiés au développement durable. Les SLB, quant à elles, lient les coûts d'emprunt à la réalisation d'indicateurs de performance en matière de durabilité prédéfinis. En 2024, les émissions mondiales d'obligations thématiques par le secteur public se sont élevées à 372 milliards de dollars, dont 55 % d'obligations vertes. Environ 1 990 milliards de dollars, soit 32 % du total cumulé des obligations thématiques émises fin 2024, sont émises par le secteur public.⁴

Les conversions de dette contre climat et de dette contre ODD permettent de réorienter les paiements du service de la dette vers des investissements dans l'action climatique et le développement durable. Ces instruments suscitent un regain d'intérêt en tant qu'outils efficaces pour accroître la marge de manœuvre budgétaire. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) a lancé en 2020 l'« Initiative de conversion de dette climat/ODD - Lien entre donateurs » afin d'aider les gouvernements à structurer leurs programmes de conversion de dette avec des cadres de suivi des performances robustes, en phase avec les priorités nationales en matière d'action climatique et de développement durable.⁵ La CESAO a piloté l'initiative en Tunisie et en Jordanie, la Mauritanie étant au stade initial de son engagement.

En Afrique, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) soutient la République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre du premier échange de dettes

³ UNECA. Innovative financing instruments for sustainable climate finance and debt management in middle-income countries. Concept note for side event at ECA Conference of Ministers 2025.

https://www.uneca.org/eca-events/sites/default/files/resources/documents/com/2025/side-events/one_pager_the_macro-economic_policy_finance_and_g_eng_copy_copy_copy.pdf

⁴ The World Bank, 2025. Labeled Sustainable Bonds Market Update - February 2025. [Labeled-Bond-Quarterly-Newsletter-Issue-No-10.pdf](#). The data includes issuance of green, social, sustainability, sustainability-linked and transition bonds.

⁵ UN ESCWA. Climate/SDGs Debt Swap Donor Nexus Initiative. https://www.unescwa.org/sites/default/files/inline-files/Climate%20SDGs%20Debt%20Swap%20-%20Donor%20Nexus%20Initiative_1.pdf.

contre des mesures d'industrialisation visant à soutenir le développement de chaînes de valeur locales pour les batteries et les véhicules électriques (VE). Dans le cadre de ses efforts, la CEA dirige également le secrétariat de la Coalition pour une dette durable (DDC), qui vise à accroître les financements disponibles pour les initiatives de développement vert, en contribuant à réduire le coût des emprunts verts pour les pays en développement, à améliorer les conditions de financement et la facilité de mise en œuvre, et à résoudre d'autres problèmes liés à la dette.

Le financement mixte consiste à mobiliser des financements publics pour le développement, notamment par l'émission d'obligations thématiques, afin d'attirer des investissements privés commerciaux et concessionnels pour des projets qui, autrement, ne seraient peut-être pas financièrement viables. Entre 2012 et 2022, les financements privés mobilisés par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour le développement ont progressé de 12,55 % par an, atteignant 61,5 milliards de dollars en 2022. De plus, les nouveaux mécanismes associant les échanges de dettes au rehaussement de crédit et aux garanties des institutions financières internationales (IFI) offrent de nouvelles possibilités d'orienter les investissements vers l'action climatique et les ODD, et de partager équitablement les risques et les bénéfices entre les secteurs public et privé.

Tirer parti du financement du secteur privé

La Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) offre l'occasion d'examiner des propositions plus ambitieuses visant à mobiliser des ressources du secteur privé pour soutenir le financement de l'action climatique et des ODD. Parmi ces propositions, la CESAO a appelé à la mise en place d'un mécanisme mondial visant à réduire les risques liés aux obligations thématiques afin d'encourager l'engagement du secteur privé dans des projets résilients au changement climatique et alignés sur les ODD, d'améliorer la transparence, de minimiser les risques et d'optimiser les résultats. Les engagements en faveur du développement des obligations thématiques, des fonds d'impact et des initiatives de financement mixte, assortis d'indicateurs normalisés d'impact sur le développement, sont essentiels pour aligner les capitaux privés sur les objectifs de durabilité à long terme.

Défis et perspectives de l'augmentation du financement du développement

Malgré l'attention croissante portée à l'échelle mondiale aux instruments financiers innovants, les investissements dans le développement durable demeurent en deçà des attentes. Plusieurs défis doivent être relevés pour intégrer efficacement ces instruments dans les cadres de financement, notamment :

- **Conditions favorables :** Pour exploiter efficacement le marché des instruments de financement innovants, les pays doivent favoriser un environnement favorable comprenant, entre autres, un engagement politique clair, des instruments et politiques complémentaires tels que des cadres de planification et de financement, un cadre juridique et réglementaire approprié, des capacités statistiques et une collaboration avec

le secteur financier privé.

- **Lacunes de capacités :** De nombreux pays manquent d'expertise dans la structuration, l'exécution et le suivi de ces instruments financiers. Des lacunes de capacités existent dans la préparation de pipelines de projets ou de programmes dotés d'indicateurs de performance clés susceptibles d'attirer des investisseurs et des financements mixtes.
- **Exigences en matière de reporting et de suivi :** Un suivi efficace des mécanismes de financement innovants implique de nombreuses exigences en matière de données, notamment en matière de processus de collecte de données, de coordination des données entre les organismes, ainsi que de suivi et de reporting standardisés. La complexité et les coûts de la mesure et de la vérification de l'impact sur le climat et les ODD constituent un autre obstacle à une adoption plus large. Il est possible de répondre à cette préoccupation en utilisant efficacement les technologies émergentes.
- **Attirer les investisseurs :** Les économies en développement ont toujours eu du mal à attirer des investissements privés à grande échelle dans les secteurs des ODD en raison des risques perçus et d'une solvabilité limitée. De plus, le financement privé national dans de nombreux pays en développement reste marginal. Des mesures incitatives, des mécanismes de réduction des risques et des régimes réglementaires clairs, prévisibles et cohérents peuvent réduire considérablement les risques perçus.
- **Taxonomies et normalisation :** L'absence de taxonomies normalisées pour la finance durable limite la comparabilité entre les pays et les régions et augmente les coûts pour les investisseurs opérant dans plusieurs juridictions.
- **Échange de connaissances :** Le partage limité d'expériences entre les pays et les régions accroît le coût et la complexité de l'expansion des portefeuilles de financement.

Compte tenu de ces défis, la réalisation d'un changement transformationnel grâce à des instruments financiers basés sur des programmes nécessite une coopération financière internationale renforcée, des cadres politiques innovants, des efforts ciblés de renforcement des capacités et une sensibilisation efficace aux fournisseurs de financements commerciaux et concessionnels, notamment :

- **Cadres réglementaires renforcés pour soutenir les émissions d'obligations thématiques et les structures de financement mixte.**
- **Capacités renforcées pour élaborer des programmes nationaux favorisant la prospérité économique et la résilience climatique, contribuant ainsi aux priorités nationales et aux ODD.**
- **Mécanismes renforcés de rehaussement de crédit et d'atténuation des risques pour accroître l'attractivité des instruments de financement**



Shared Prosperity Dignified Life



ECA



ESCAP



UNECE

durable.

- **Plateformes de partage des connaissances élargies pour faciliter l'apprentissage et la collaboration entre les pays.**
- **Plateformes de sensibilisation mieux coordonnées, capables de réunir des consortiums d'investisseurs aux profils de risque et aux mandats d'impact différents pour financer des projets en cours.**

La FfD4 offre une plateforme opportune pour discuter de ces stratégies et opportunités et mobiliser les engagements mondiaux en faveur du financement durable. Cet événement parallèle offrira notamment une occasion d'analyser, de discuter, de coopérer et d'élaborer des plans d'action pour une gestion rapide et efficace du financement du développement durable dans les pays en développement.

B. Objectif du Side-Event

Dans ce contexte, les commissions régionales des Nations Unies - CESA, CEPALC, CEA, CESAP et CEE - organisent cet événement parallèle de haut niveau qui réunira des décideurs et des praticiens de plusieurs régions pour échanger leurs expériences, discuter des défis et explorer les possibilités de mobilisation de financements pour le développement durable grâce à des instruments innovants tels que les obligations vertes, sociales, durables et liées à la durabilité (GSSS), les échanges de dettes pour financer l'action climatique et les ODD, les financements mixtes et d'autres mécanismes. Les discussions porteront sur:

Cadres nationaux de financement durable : Partager les expériences récentes des pays dans la mise en place de cadres de financement verts et durables et le rôle des instruments de financement innovants dans leur mise en œuvre.

- **Émission d'obligations GSSS et défis post-émission : Identifier les meilleures pratiques, les mesures politiques, les cadres réglementaires et les exigences de gestion des risques pour émettre et gérer efficacement les obligations GSSS, ainsi que pour stimuler la demande pour ces instruments.**
- **Opportunités et défis des conversions de dettes : Discuter des opportunités de développement des conversions dette-climat et dette-ODD et échanger les enseignements tirés de la coopération interministérielle, des indicateurs clés de performance, de la priorisation des projets et de l'engagement de la société civile.**
- **Impact sur les ODD et les priorités nationales : Examiner le rôle des obligations GSSS et des conversions de dettes dans la promotion des objectifs de développement durable et la prise en compte des priorités spécifiques à chaque pays.**
- **Préparation des pays aux financements innovants : Discuter des pistes politiques pour**



Shared Prosperity Dignified Life



ECA



ESCAP



UNECE

améliorer la préparation des pays à accéder aux obligations GSSS, aux conversions de dettes et à d'autres instruments de financement innovants.

C. Programme and Speakers [TBC]

Format/time: Panel de 90-minutes in deux segments, avec un Mod-rator, and Q&R.

Modérateur :

- **Mr. Jean-Paul Adam**, Directeur des politiques et du plaidoyer, Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique

Mot d'ouverture: (5 minutes chacun)

- Dr Rola Dashti, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la CESA (ou Secrétaire exécutive de la CEPALC/CEA/CESAP/CEE)
- Dr Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Panelists: (5-7 minutes each)

- Ministre des Finances, Ministre/Secrétaire général, Mexique (à confirmer)
- Ministre des Finances, Ministre/Secrétaire général, Oman (à confirmer)
- Ministre des Finances, Ministre/Chef de cabinet, Tunisie (à confirmer)
- Ministre des Finances, Ministre/Secrétaire général, RDC (à confirmer)
- Ministre des Finances, Ministre/Secrétaire général, Indonésie ou Philippines (à confirmer)
- Ministre des Finances, Ministre/Secrétaire général, Tadjikistan (à confirmer)

Discussants: (3-4 minutes each):

- M. Arend Kulenkampff, directeur du Sustainability-Linked Sovereign Debt Hub (SSDH), représentant le secrétariat du Credit Enhancement Taskforce



Shared Prosperity Dignified Life



- XXX (TBD), J. P Morgan or Mundy, representing private sector
- XXX (TBD), Open Society Foundations, representing donors supporting capacity development
- XXX (TBD), Regional Development Bank, e.g. EIB

Q&A facilitated by the moderator (20 minutes)

Closing remarks by the moderator (5 minutes)

Contact persons

- Dr. Niranjan Sarangi, Cluster Leader, Shared Economic Prosperity Cluster, ESCWA [sarangi@un.org]
- Ms. Rui Xu, Economic Affairs officer, ESCWA [rui.xu@un.org]
- Ms. Malak El Baba, Research Assistant, ESCWA [malak.elbaba@un.org]
- Mr. Francisco Villarreal, Economic Affairs Officer, ECLAC [francisco.villarreal@un.org]
- Dr. Nassim Oulmane, Head of Natural Resources, Green and Blue Economy Section, ECA [oulmane@un.org]
- Mr. Thierry Wartin, Lead of the Sustainable Debt Coalition, ECA [thierry.watrin@un.org]
- Ms. Zoe Quesnay, Blue Economy Office, ECA [zoe.quesnay@un.org]
- Mr. Hamza Ali Malik, Chief of Service, Economic Affairs, ESCAP [malikh@un.org]
- Mr. Paul Ladd, Director, UNECE Sustainable Development Unit [paul.ladd@un.org]
- Mr. Michael Kunz, Economic Affairs Officer, UNECE Sustainable Development Unit [michael.kunz@un.org]